

Accord-cadre n° 25-006

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

**Prestations d'hébergement des agents de Réseau
Canopé en déplacement à Marseille**

ACCORD-CADRE à BONS DE COMMANDE

Passé selon les dispositions des articles R.2123-1 3° (MAPA marchés publics de services sociaux et autres services spécifiques) en raison de l'objet et R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique (CCP)

Réseau CANOPÉ

1, avenue du Futuroscope
Bâtiment @4 – Téléport 1
CS 80158
86961 FUTUROSCOPE Cedex

Établissement public national à caractère
administratif régi par les articles D 314-70
et suivants du code de l'éducation

PREMIERE PARTIE GENERALITES

ARTICLE 1. Identification du pouvoir adjudicateur

Réseau CANOPÉ, ci-après désigné «le pouvoir adjudicateur», établissement public administratif régi par les articles D 314-70 et suivants du Code de l'éducation, dont le siège est situé au téléport 1 @4 - CS 80158 - 86961 FUTUROSCOPE CEDEX,
Représenté par sa Directrice générale, Mme Marie-Caroline MISSIR, nommée par décret du 02 mars 2020.

ARTICLE 2. Présentation de l'accord-cadre

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre vise à confier au titulaire les prestations d'hébergement des agents de Réseau Canopé à Marseille.

La référence au vocabulaire commun des marchés publics (CPV) associés au présent accord-cadre est :

- **CPV principal** : 55100000-1 Services d'hôtellerie
- **CPV Complémentaire** : 551100000 Services d'hébergement hôtelier

L'ensemble des prestations demandées est décrit dans le présent document et à l'annexe technique.

2.2. Forme de l'accord-cadre

Le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre de services exécuté à **bons de commande multi-attributaires** sous réserve d'un nombre suffisant de titulaires.

Le nombre maximal de titulaires que le pouvoir adjudicateur peut retenir est fixé à 3 sous réserve d'un nombre suffisant de titulaires.

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du CCP et de l'article 16 du présent CCP.

L'émission des bons de commande sur la base du présent accord cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord cadre dans le respect des dispositions de l'article R.2162-5 du CCP.

2.3. Etendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre n'est pas alloti en raison de la nécessaire intégration de l'ensemble des prestations attendues, qui rendrait plus complexe et plus onéreuse la mise en œuvre d'un allotissement au sens de l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique.

Le montant maximum de l'accord-cadre est de 47 272 € HT.

L'atteinte du montant maximum se traduit par l'arrêt des prestations jusqu'à la date de fin de l'accord-cadre.

Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que les titulaires du présent accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 5 % du montant de l'accord-cadre.

2.4. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification et se termine le 15 février 2026. Il n'est pas reconductible.

2.5. Durée des bons de commande émis pour l'exécution de l'accord-cadre

La durée d'exécution des bons de commande émis pour l'exécution de l'accord-cadre est fixée par chaque bon de commande, conformément aux stipulations du mémoire technique du titulaire.

Les bons de commande émis pendant la durée de validité du présent accord-cadre continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

ARTICLE 3. Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) :

1. l'acte d'engagement (AE) et l'offre financière du titulaire,
2. le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe technique,
3. le cadre de réponse technique valant mémoire technique du titulaire,
4. l'annexe conformité au règlement européen sur la protection des données personnelles RGPD,
5. le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, publié par arrêté du 30 mars 2021.

Les exemplaires des pièces de l'accord-cadre et des bons de commande dont l'original est conservé dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite.

ARTICLE 4. Communication et réunion

4.1. Mode de communication

Les parties conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations ont lieu par courrier électronique, à l'adresse indiquée dans la fiche contact, hormis les cas où une lettre recommandée avec accusé de réception est prévue par le présent CCP.

L'envoi via la plateforme PLACE contre accusé réception vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai

4.2. Réunions

Si des réunions entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont nécessaires pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu dans les locaux du pouvoir adjudicateur sans que le titulaire ne puisse facturer aucun surcoût.

ARTICLE 5. Correspondant du pouvoir adjudicateur et élection de domicile du titulaire

L'interlocuteur du pouvoir adjudicateur, concernant l'application du présent accord-cadre, est le représentant que le titulaire a désigné à cette fonction, dans la fiche contact. Le titulaire doit indiquer dans cette fiche contact les coordonnées (nom, prénom, mobile, adresse mail ...) de la personne responsable d'hébergement. Cette personne a tout pouvoir d'agir pour le compte du titulaire.

Tous les documents relatifs au présent accord-cadre envoyés par lettre recommandée avec accusé de réception, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur l'acte d'engagement.

En cas de modification du représentant ou du domicile élu, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur par courrier électronique.

ARTICLE 6. Correspondant du titulaire et élection de domicile du pouvoir adjudicateur

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion du présent accord-cadre, est le Pôle Achats de Réseau Canopé.

Tous les documents relatifs au présent accord-cadre, destinés au pouvoir adjudicateur, sont adressés à l'adresse suivante :

Réseau Canopé
DSFJS - Pôle Achats
1, avenue du Futuroscope
Bâtiment @4 – Téléport 1
CS 80158
86961 FUTUROSCOPE Cedex
Achats.dsfsjs@reseau-canope.fr

Pour l'exécution technique du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur désigne un responsable technique, chargé du contrôle de la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation.

Missions.dsfsjs@reseau-canope.fr

ARTICLE 7. Propriété des données

Tous les documents, identités des agents et supports matériels confiés au titulaire pour l'exécution du présent accord-cadre sont la propriété du pouvoir adjudicateur. Toute utilisation à d'autres fins que celle du présent accord-cadre, toute diffusion, transmission, reproduction sans autorisation préalable et expresse du pouvoir adjudicateur est interdite. La protection de ces données est détaillée dans l'annexe RGPD du présent document.

ARTICLE 8. Neutralité

Le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans l'exécution des prestations.

ARTICLE 9. Confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

ARTICLE 10. Assurances

Le titulaire de l'accord-cadre doit, dans les quinze (15) jours qui suivent sa notification, justifier qu'il dispose d'une police d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du

Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des prestations concernées.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 11. Sous-traitance

Le titulaire de l'accord-cadre, qui veut en sous-traiter une partie, présente au pouvoir adjudicateur une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

DEUXIEME PARTIE PRIX et REGLEMENT

ARTICLE 12. Prix

Les prix indiqués dans l'offre du titulaire sont unitaires.

L'offre financière est détaillée dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du titulaire constituée par le bordereau des prix unitaires (BPU).

Le prix d'une nuitée comprend :

- Le prix hors taxes de la nuitée avec petit déjeuner inclus
- Le taux de la TVA applicable
- Le prix total à régler toutes taxes comprises hors la taxe de séjour

A noter : Le montant de la taxe de séjour doit être indiqué dans le BPU et s'applique au prix total à régler.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'hébergement, l'assurance, la propriété intellectuelle, l'accès au Wifi de l'établissement, l'accès aux informations via tous les moyens de télécommunications disponibles, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les prix sont réputés couvrir la totalité des prestations et fournitures nécessaires à la bonne et complète réalisation de l'objet du marché.

Par ailleurs, le titulaire du présent marché s'engage à informer et à faire bénéficier Réseau Canopé des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer. Ces prix

s'appliqueront aux commandes notifiées à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses du marché.

ARTICLE 13. Forme du prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

Le prestataire communique au pouvoir adjudicateur le montant de la taxe de séjour lorsque celle-ci est connue du public.

ARTICLE 14. Réfaction du prix

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après que ce dernier ait présenté ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

ARTICLE 15. Modalités de facturation et de paiement

15.1. Modalité de facturation

Le montant des prestations est payable, après certification du service fait, sur présentation d'une facture.

Outre les mentions obligatoires, les factures adressées au pouvoir adjudicateur comportent les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire, n° de SIRET ;
- N° de l'accord-cadre;
- N° de bon de commande ;
- La période concernée ;
- Désignation des prestations ;
- Le prix HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC hors taxe de séjour ;

- Le montant de la taxe de séjour ;
- La date de facturation.

Les factures sont libellées au nom de Réseau Canopé et envoyées sous forme électronique dans le portail « Chorus » à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La facturation des prestations prévues au présent marché s'effectue nécessairement via le portail Chorus Pro. Le lien vers ce portail est le suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour le dépôt sous CHORUS, il est nécessaire de se munir :

- du numéro de **SIRET** de Réseau Canopé (Siret du siège obligatoirement) :
18004301001485
- de la **référence de la commande** communiquée par le prescripteur (la personne ou le service qui a passé commande) après la notification du marché.

15.2. Délais de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours, conformément à l'article R.2192-10 du CCP.

Ce délai peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires. Un nouveau délai est alors ouvert, ce délai ne pouvant en aucun cas être inférieur à 30 jours à compter de la réception des justifications demandées.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

15.3. Cession de créance

En cas de cession de créance, le pouvoir adjudicateur remet, au titulaire, à sa demande soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de l'accord-cadre, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de chaque bon de commande. Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

TROISIEME PARTIE

DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION

ARTICLE 16. Modalités d'attribution des commandes

Sous réserve d'avoir un nombre suffisant de titulaire, l'attribution des bons de commande s'effectue en fonction du classement des titulaires sous réserve de disponibilité (Le titulaire classé premier lors de l'analyse des offres est sollicité en priorité.

Le titulaire répond dans un délai maximal de 24h à la sollicitation de l'acheteur. S'il n'a pas de disponibilité sur les dates de réservations souhaitées, le titulaire classé en seconde position est sollicité à son tour et doit répondre dans le même délai. En cas d'indisponibilité, le titulaire classé troisième lors de l'analyse des offres est sollicité et invité à répondre dans le même délai, à la sollicitation de l'acheteur.

ARTICLE 17. Délais d'exécution des prestations

La mise en œuvre des différentes prestations objet du présent accord-cadre est détaillé dans chaque bon de commande.

ARTICLE 18. Obligation du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat sur l'ensemble de la prestation.

Sous réserve des stipulations du présent accord-cadre, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser l'objet de l'accord-cadre dans les conditions les plus favorables à l'économie de l'accord-cadre. Lorsque le titulaire retenu n'a plus de possibilités d'hébergement, il en avertit le pouvoir adjudicateur en temps utile afin que ce dernier puisse trouver une solution.

ARTICLE 19. Mise à disposition d'un effectif dédié à l'exécution de l'accord-cadre

Le titulaire désigne et met à la disposition du pouvoir adjudicateur un (ou des) interlocuteur(s) identifié(s), spécialement affecté(s) et capable(s) d'assurer la gestion des réservations, les informations et conseils aux personnels. Le titulaire désigne également un correspondant chargé de la coordination des opérations, afin de proposer des solutions aux difficultés d'application de l'accord-cadre, en particulier en cas d'indisponibilité prévue à l'annexe.

ARTICLE 20. Respect des normes environnementales

Le titulaire doit mener dans son établissement une démarche écoresponsable (tri des déchets, utilisation produits ménagers écoresponsables, consommations d'eau et électricité modérées).

ARTICLE 21. Accessibilité des personnes à mobilité réduites

Le titulaire est invité à la mise aux normes dans les ERP si l'établissement n'a pas la capacité d'accueillir des personnes à mobilité réduite.

Le titulaire doit disposer d'agents qualifiés pour l'accueil des personnes en situation de handicap.

ARTICLE 22. Possibilité d'une mise à disposition d'un outil de gestion de réservation en ligne

Le titulaire peut si cela est possible, mettre un outil de réservation en ligne à disposition de Réseau Canopé. Cet outil peut prendre la forme d'une plateforme ou un logiciel ou encore selon les modalités dont dispose le titulaire.

L'accès à ce service et son utilisation sont gratuits.

Le prix de la ou les réservation(s) doit être conforme aux tarifs indiqués dans l'offre financière du titulaire. L'outil de réservation en ligne mis en place doit permettre de réserver depuis un portail unique et dans une seule et même connexion, toutes les demandes de réservation. L'accès à l'outil en ligne doit être assuré 24h/24, toute l'année.

Une fois la réservation terminée, Réseau Canopé doit pouvoir recevoir le récapitulatif de la demande. Ce récapitulatif peut être généré par l'outil ou par une prise de contact de l'équipe dédiée à la gestion du présent accord-cadre. Ce récapitulatif sera utilisé par Réseau Canopé afin d'instruire son achat dans son outil de gestion comptable et financière. L'outil de réservation doit également permettre d'annuler la demande dans les conditions d'annulation indiquées dans le présent CCP.

En cas de maintenance de l'outil rendant son service non disponible, momentanément, le titulaire met en place un relais hors-ligne aux tarifs des prestations en ligne pendant toute la période d'indisponibilité du service. L'hébergement et la maintenance de la solution sont intégralement à la charge du titulaire pour la prestation.

ARTICLE 23. Lieux d'exécution

Les prestations sont réalisées à Marseille. Le temps de déplacement entre l'hôtel du titulaire et la gare SNCF Saint Charles à Marseille ne doit pas excéder dix minutes à pied (les informations relatives au temps de trajet entre l'hôtel et la gare doivent être accessibles sur google Map).

ARTICLE 24. Pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent accord-cadre, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non-intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

En cas de mauvaise exécution du marché (chambre non prête à l'arrivée, réservation non prise en compte par exemple) le titulaire encourt une pénalité forfaitaire égale à 20 euros pour tout désagrément rencontré et constaté par le bénéficiaire.

En cas d'annulation de la part du titulaire, ce dernier encourt une pénalité de 150 euros par chambre réservée.

Ces pénalités font l'objet d'un mémoire de décompte des pénalités établi par l'acheteur et notifié au titulaire. Ce dernier dispose alors de 15 jours calendaires à compter de la notification pour présenter ses observations. Passé ce délai et sans élément justifiant leur réduction ou leur annulation, les pénalités s'appliquent sans qu'une mise en demeure soit nécessaire.

Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire.

Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS.

En cas de mauvaise exécution répétée des prestations, le titulaire du marché encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, après mise en demeure.

ARTICLE 25. Rapport sur l'exécution de l'accord-cadre

Le titulaire remet à l'acheteur, à sa demande, un rapport d'exécution de l'accord-cadre retraçant notamment les évolutions sensibles, les difficultés de gestion rencontrées et les moyens mis en œuvre pour y faire face.

QUATRIEME PARTIE OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION

ARTICLE 26. Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'acheteur n'avise pas le titulaire des dates de vérification.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le responsable technique du pouvoir adjudicateur habilité à recevoir les prestations, au moment même de l'exécution de la prestation (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23 du CCAG-FCS.

La prestation doit être conforme aux quantités prévues sur le bon de commande correspondant. Toute prestation ne correspondant pas aux caractéristiques demandées ou aux normes en vigueur est refusée et doit être remplacée dans les délais compatibles

avec la tenue de l'événement. A défaut, elle ne donne pas lieu à facturation. Suite aux vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont prises.

ARTICLE 27. Opérations d'admission

L'admission est prononcée par le responsable technique par dérogation aux articles 24 et 25 du CCAG FCS. La décision d'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification.

CINQUIEME PARTIE RESILIATION

ARTICLE 28. Résiliation

Pour la résiliation de l'accord-cadre, il est fait application des dispositions du chapitre 6 du CCAG-FCS. Toutefois, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général s'effectue sans indemnité si l'acheteur respecte un délai de deux mois entre la notification de la résiliation et sa date d'effet.

Une décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception (LR/AR).

SIXIEME PARTIE DIFFERENDS et LITIGES

ARTICLE 29. Différends entre les parties

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet d'une demande de réclamation exposant les motifs et indiquant le montant des sommes impliquées, conformément à l'article 37 du CCAG-FCS.

ARTICLE 30. Compétence juridictionnelle

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent accord-cadre.

ARTICLE 31. Dérogations aux documents généraux

L'article 4 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 24 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS concernant le montant des pénalités.

L'article 26 du présent CCP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS concernant les opérations de vérification des prestations.

L'article 27 du présent CCP déroge aux articles 24 et 25 du CCAG FCS concernant les opérations d'admission des prestations.

L'article 28 du présent CCP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS concernant la résiliation pour motif d'intérêt général.